

Mutations des engagements militants des femmes tunisiennes : trajectoires militantes et effets de contexte

Maryam Ben Salem

Introduction

Les causes du désengagement des jeunes tunisiens de la vie politique est aujourd'hui un des thèmes de recherche les plus en vogue motivé par un paradoxe frappant : cette jeunesse qui a fait la révolution et investit les rues depuis la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011 est celle-là même qui déserte les bureaux de vote. Lors du premier tour des élections présidentielles de 2014, le taux de participation des jeunes oscillait entre 43% et 62% selon les circonscriptions électorales.¹ Par ailleurs, les données relatives aux taux de jeunes adhérents à des structures partisans signalent la désaffection des jeunes des formes de participation traditionnelle. En effet, une enquête menée par l'Observatoire national de la jeunesse (ONJ) en octobre 2014 révèle que 96,4% des jeunes de sexe masculin et 97,1% des jeunes de sexe féminin enquêtés n'appartiennent pas à un parti politique.²

Les jeunes et leur rapports à l'engagement et au politique a été l'objet de nombreuses recherches depuis la révolution.³ Nombreux sont les travaux, publiés ou en cours, à essayer de répondre à la question de savoir si les jeunes participent autrement et s'ils

ont un rapport et une conception différents de ceux de leurs aînés de la politique et de l'engagement militant.

On apprend que les jeunes tunisiens se désengagent de plus en plus de cette sphère, qu'ils affectionnent davantage les actions contestataires (42,9% pour les manifestations) ou l'engagement associatif (6,3%), qui quoique plus important que les taux d'adhésion aux partis politiques (3,3%), aux syndicats (1,1%), demeure assez limité,⁴ que ces attitudes vis-à-vis de la politique sont loin d'être une exception tunisienne mais s'inscrivant plutôt dans l'air du temps. En témoigne le débat académique en France autour de la question de savoir si la jeunesse française est dépolitisée ou si elle entretient simplement un rapport différent à la politique par rapport aux générations précédentes (Muxel 2010). Le problème qui se pose dans les travaux sur la jeunesse en Tunisie c'est qu'on ne peut pas parler de mutations, de renouvellement, ou de dépolitisation sans avoir procédé au préalable à une comparaison avec les aînés pour identifier ce que doivent ces transformations au contexte dans lesquels elles s'insèrent, ni pour en évaluer les conséquences sur la configuration du champ militant/politique.

Lorsqu'il est question du renouvellement ou des mutations du militantisme féminin/féministe en Tunisie, l'objet d'étude privilégié aujourd'hui est le féminisme islamique, en tant que nouveau paradigme bousculant les repères traditionnels du féminisme et contribuant à la reconfiguration de ce champ militant. Qu'elles se réclament ou non du féminisme, ces militantes islamistes introduisent de nouvelles conceptions du rôle et de la place de la femme. Elles réclament l'égalité homme-femme dans le domaine public, mais restent attachées à l'idée de complémentarité dans le domaine familial au nom des différences biologiques (Latte Abdallah 2010). Le féminisme est ainsi analysé à l'aune des relations de confrontation - collaboration entre militantes islamistes et féministes séculières (Kian 2010 ; Chafiq 2010 ; Eddouada, Pepicelli 2010), ou bien du point de vue des stratégies internes des femmes militantes au sein d'Ennahdha pour négocier des questions relatives aux droits des femmes (Muhanna-Matar 2014 : 10). La dimension générationnelle est encore une fois ignorée, même si de récentes recherches tendent à l'intégrer, notamment Abir Kréfa qui a mis au jour les clivages entre anciennes et nouvelles générations féministes au niveau de l'agenda et du répertoire d'action (Kréfa 2016).

Cet article, mobilisant les résultats d'une recherche que j'ai menée pour le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR),⁵ tente de répondre à la question du renouvellement des formes et des modalités d'engagement des jeunes femmes tunisiennes en interrogeant les différences intergénérationnelles qui en sont à l'origine. En se basant sur un corpus d'entretiens individuels approfondis conduits auprès de femmes actives dans la vie politique (N = 41) appartenant à des groupes d'âge différents, si l'on y applique le découpage conventionnel (18-24/25-34/35 - etc.) et quatre focus groups (N = 38), dont deux consacrés aux différences générationnelles de l'engagement militant, cet article tente d'expliquer et de comprendre les transformations

au niveau du rapport des jeunes femmes engagées politiquement au militantisme et cela à travers le prisme de la comparaison avec leurs aînées, à savoir les femmes qui se sont engagées dans les années 1960 et 1970. Il ne s'agit pas ici de questionner les modes de transmission générationnelles au sein des mouvements féministes, ni d'analyser la reconfiguration du champ de lutte féministe dans sa globalité avec ses différentes variantes : étatique, islamiste et séculière. Le propos de cet article est de proposer des hypothèses et des pistes de recherche dans ce sens, en s'attardant sur une question particulière qui est de savoir ce que doivent les appropriations différenciées de la lutte féministe entre les jeunes et leurs aînées aux différences générationnelles ? La notion de génération est prise ici comme clef explicative des différences des modes d'engagements féminins entre les jeunes et leurs aînées. Articulant la notion de génération sociale théorisée par Karl Mannheim (1990) à la notion bourdieusienne d'habitus, Gérard Mauger considère que « chaque génération est le produit de ses années de formation, c'est-à-dire d'un état historiquement défini des cadres de "socialisation primaire": famille, système scolaire, marché du travail, etc. Chaque génération est définie par un "mode de génération", c'est-à-dire un état historiquement défini des "cadres de prime socialisation" » (Mauger 2009 : 111).

36 Considérant ainsi que les différences générationnelles renvoient essentiellement à des modes de socialisation différentes (Bourdieu 1972 : 104), l'attention sera portée ici sur la manière dont le contexte et les événements politiques impactent la socialisation politique et les représentations du risque liées à l'engagement militant. Ces socialisations différenciées, fortement marquées par les conjonctures particulières dans lesquelles elles s'inscrivent, ont donné lieu à une mutation des modes d'engagement (Ihl 2002: 138-139), à savoir le passage de l'engagement total à l'engagement distancié (Ion, Péroni 1997). En situant la période de l'engagement dans son contexte et comment celui-ci est interprété par les acteurs sociaux, force est de constater que la conjoncture politique sous le règne de Habib Bourguiba, en particulier la période marquée par l'effervescence et la diffusion transnationale des révoltes juvéniles de 68 (Sommer 2008), tranche avec l'immobilisme politique caractéristique du règne de Ben Ali. Cette période a en effet favorisé la désaffection du politique et la désertion de l'engagement partisan et syndical exception faite des héritières (filles de militantes) et la préférence pour un militantisme plus individuel, distancié marqué par une forte personnalisation des logiques d'action. Il correspond à ce Martinot-Lagarde appelle le militantisme pragmatique caractérisé par « son enracinement sur un terrain » et motivé par des expériences qui touchent effectivement l'individu (Martinot-Lagarde 2008 : 53).

Le risque se présente comme une variable centrale dans l'explication de la désaffection des jeunes pour la vie politique aujourd'hui. La violence politique et le climat d'oppression régnant sous le régime de Ben Ali augmentent en effet ostensiblement les coûts de l'engagement, notamment dans l'opposition. Si la littérature montre que le risque n'est pas toujours une cause directe et unique qui pousse les individus à

abandonner l'engagement (Ben Salem 2013a), il n'en demeure pas moins qu'il agit au niveau de l'inconscient collectif comme un inhibiteur des vellétés militantes et modifiant de manière substantielle les formes d'engagement.

Les données empiriques mobilisées, mettant au jour le renouvellement des rapports au militantisme chez les jeunes femmes, permettent de dégager quelques pistes d'interprétation sur les transformations du champ militant féministe en Tunisie.⁶ L'hypothèse que je propose de discuter est que l'engagement distancié, celui du cyberactivisme ou des mobilisations sociales, impliquerait des transformations importantes au niveau de la place du féminisme au sein du militantisme féminin : le féminisme deviendrait ainsi de plus en plus lié à des événements, à des conjonctures, aux menaces contre les acquis de la femme. A l'instar du mode de militantisme, il devient plus atomisé, diffus, dilué.

Une question se pose : dans leur rapport au politique et dans le potentiel d'engagement mobilisé, quelle différence pourrait exister entre les personnes appartenant au groupe 18-24 et celles du groupe 25- 34 ans ? Visiblement pas grand-chose ! En effet, les enquêtées de ces deux catégories d'âge appartiennent à un même espace historico-social et à un même contexte politique marqué par l'immobilisme et la désaffection pour la politique.

Les générations militantes dégagées de cet échantillon contrasté, ne sont pas définies simplement en termes de groupes d'âge, mais découpées plutôt à partir des expériences historiques communes à ces personnes (Mannheim 1990) et des changements structuraux dans les champs politique et militant (Bourdieu 1997). Ainsi, la césure la plus saillante se situe entre le groupe d'âge 60 ans et plus d'une part, et les autres groupes d'âge, d'autre part. Les éléments les plus significatifs de cette césure sont la baisse drastique des opportunités d'engagement militant pour celles qui étaient jeunes sous Ben Ali, en particulier durant la période de consolidation autoritaire, les droits d'entrée très élevés dans le champ politique, impliquant une dévalorisation sociale de l'engagement, les idéologies politiques qui s'étaient trouvées réduites à une peau de chagrin. La distinction se situe entre celles dont la jeunesse se situe vers les années 1960-1980 et celles qui étaient jeunes sous Ben Ali.

Cet article, focalise l'attention sur les différenciations observables au niveau de la socialisation primaire et secondaire et leurs effets sur les attitudes politiques et rapports au risque des enquêtées appartenant à des groupes d'âge différents. Il articule le niveau microsociologique au contexte, propose de démontrer dans un premier temps de quelle manière le passage d'un contexte politique valorisant les engagements partisans (dans les années 1970), à un autre où toute possibilité d'engagement est vécue comme une prise de risque absurde et inutile (les années 1990 aux années 2000) transforme les rapports au militantisme et les formes d'engagement militant et cela à travers une analyse biographique axée sur les processus de socialisation politique des enquêtées inscrits dans des conjonctures historiques et politiques particulières. Il s'agit ici de mettre

au jour de quelle manière le contexte politique sous Ben Ali a favorisé l'apparition d'un rapport au militantisme plus distancié, individualisé et marqué par une défiance vis-à-vis de la politique politicienne. Dans un deuxième temps, nous mettrons au jour l'impact du moment de l'engagement (la date d'adhésion) et en particulier la transformation majeure du champ politique tunisien depuis le 14 janvier 2011, sur les rapports aux rétributions du militantisme (Gaxie 1997, 2005) et donc sur la mise en place d'un militantisme pragmatique caractérisé par l'importation de logiques professionnelles dans le champ politique. En effet, la révolution a donné du poids au cyberactivisme et à l'action contestataire. En outre, l'ouverture des opportunités politiques en cette période de transition a permis l'accès au champ politique de femmes non militantes qui ont importé une nouvelle manière de faire de la politique se distinguant des militantes de l'ancienne génération par la réduction de la dimension idéologique. Enfin, nous tentons de mettre au jour les effets de ces transformations sur la place de la lutte féministe dans les carrières militantes des femmes.

Impact du contexte politique sur les rapports au militantisme : de l'engagement total à l'engagement distancié

L'engagement des aînées : archétype de l'engagement total

La génération des années 1960 et 1970 est marquée par la prédominance des idéologies et des luttes révolutionnaires (effet de Mai 68), qui valorisent l'engagement et la prise de risque dans un contexte autoritaire. Malgré l'autoritarisme du régime bourguibien (1956-1987), la scène oppositionnelle bénéficiait d'une certaine marge de liberté, en particulier au sein de l'Université appelée « la citadelle libre » et qui selon Camau et Geisser constituait un « champ politique de substitution » (Camau, Geisser 2003 : 315). Jusqu'à la fin des années 1960, le mouvement étudiant était essentiellement composé d'étudiants destouriens affiliés au Parti unique au pouvoir, le Parti socialiste destourien (PSD). À partir du début des années 1970, on assiste à une montée en puissance des étudiants d'obédience gauchiste au sein de l'Université tunisienne et particulièrement au sein de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Cette émergence a vu le jour contre les étudiants destouriens qui tenaient alors fortement la Centrale syndicale étudiante au congrès de Tabarka en 1966. L'Université tunisienne était le lieu des protestations étudiantes, d'abord entre destouriens et gauchistes, un peu plus tard opposant ces derniers aux islamistes. Entre les années 1960 et les années 1980, le champ militant étudiant a connu trois principales tendances militantes: la domination du Néo-Destour, puis sa mise à l'écart par les différentes tendances de gauche, puis les Islamistes qui se sont constitués en contre-pouvoir de contestation. Cette période se caractérisait par un militantisme structuré, organisé, fortement idéologisé et qui partant laissait une grande place à l'intellectualisation de l'action militante.

Il va s'agir ici à travers les cas de Ahlem et Raoudha, militantes féministes engagées dans des partis de gauche vers la fin des années 1960, de montrer de quelle manière

le contexte politique au moment de leurs engagements a-t-il favorisé leur entrée en militance et déterminé la forme de leurs engagements.

Les deux enquêtées de la tranche d'âge 60 ans et plus sont entrées dans le militantisme vers la fin des années 1960. C'est le cas d'Ahlem, née en 1944 et dont le père était militant syndicaliste. Depuis son enfance, elle a baigné dans une atmosphère politisée marquée par des événements politiques auxquels son père avait pris part et qui ont largement contribué à sa prise de position précoce sur le monde politique. Fervente bourguibiste, ce qu'est qu'à l'âge de 12 ans avec la guerre de Bizerte de 1961 et le procès contre les initiateurs d'un complot contre Bourguiba en 1962 qu'Ahlem a commencé à prendre ses distances par rapport au régime de Bourguiba : « Je suis née dans un moment où il y avait une lutte contre le colonialisme et mon père était un homme engagé. J'ai su dernièrement qu'il s'était présenté sur une liste pour l'assemblée constituante de 1959 mais sur une liste du parti communiste parce que les indépendants à ce moment-là n'avaient pas le droit de constituer des listes et donc j'ai été très vite politisée. J'ai assisté à des collectes de couffins pour les prisonniers politiques dans mon quartier. J'ai aussi vécu la mort de Farhat Hached qui était l'ami de mon père, j'avais 8 ans et c'était la première fois que je voyais mon père pleurer et en 1955 mon père a participé au congrès de Sfax et il en ai revenu très déçu et très déprimé. Ensuite j'ai vécu la guerre de Bizerte et j'ai vu tous ces jeunes qui avaient été envoyés au massacre en fait parce qu'ils étaient sans armes, ils n'étaient pas préparés ».⁷

Cette socialisation politique a créé des dispositions à l'engagement activées dès son arrivée à Paris en croisant le chemin des militants perspectivistes. La réaction de son père quand il a appris son engagement tranche étrangement avec les récits des jeunes enquêtées, entrées dans le militantisme au cours des années 2000. La fierté du père a en effet conforté Ahlem dans son choix de s'engager dans la lutte révolutionnaire.

Ahlem : « alors mon père était militant donc je l'ai vu toujours militer. Je sais qu'en 1968 j'ai retrouvé les lettres que nous avons échangées. Moi je ne lui disais pas tout parce que je ne voulais pas l'inquiéter, mais je lui parlais des manifestations, des choses extraordinaires, des débats... avec beaucoup de détails, et lui m'écoutait attentivement, et il ne m'a pas montré qu'il était... je suis sûre qu'il devait être inquiet, mais il ne me l'a pas montré. Une fois, pendant les vacances d'été, nous étions dans la rue quand nous avons rencontré Slimane ben Slimane, mon père m'avait présentée à lui comme étant maoïste. Il était fier de me présenter à son ami comme une révolutionnaire, comme quelqu'un qui voulait faire la révolution comme Mao Tsé-Toung en Chine, mais bon ! Il a essayé de comprendre, mais je ne sais pas s'il comprenait tout ».

C'est dans ce même contexte marqué par des luttes politiques que Raoudha, enseignante, âgée aujourd'hui de 62 ans, s'est engagée au sein de l'UGET. Enfant, elle a assisté à des débats violents au sein de sa famille entre yousséfistes⁸ et bourguibistes. Elle s'était rangée dans le camp bourguibiste, influencée par sa tante, « grande admiratrice de Bourguiba », qui vivait chez eux. Sa première participation à une manifestation

était pour soutenir la position de Bourguiba vis-à-vis de la question palestinienne. L'arrestation d'un élève de son lycée, qu'elle admirait pour sa culture a constitué le premier moment de prise de distance par rapport au régime d'alors.

La politisation réelle de Raoudha se fait dès son entrée à l'université. La question posée par une étudiante pour savoir si elle était destourienne ou progressiste a en effet été décisive dans son engagement. Ne pouvant répondre à cette question, qui signalait alors l'impossibilité de ne pas se positionner politiquement, Raoudha se trouva dans la nécessité de réfléchir sur son « apolitisme ».

Raoudha, femme de 60 ans, originaire de Mateur résidente à Tunis, conseillère d'orientation à la retraite, mariée à un militant syndicaliste, mère de deux enfants, militante depuis les années d'université, présidente d'une association de femmes : « Quand je suis arrivée à la fac, bon ! J'ai quitté donc ma ville et je suis allée à la Capitale, j'ai commencé à découvrir le monde de la politique, les gens qui prenaient la parole dans les assemblées générales. Il y a une amie qui arrive et me dit "alors toi tu es destourienne ou tu es progressiste ?" Je lui ai dit... je n'ai pas répondu et alors elle m'a posé une autre question "ou alors tu es neutre ?" j'ai dit "je suis neutre" [rires]. En rentrant chez moi, j'ai commencé à réfléchir, alors très, très vite je me suis engagée dans la corpo de français [structure de l'UGET] ». ⁹

Le père de Raoudha n'a jamais entravé sa carrière militante. Il a commencé à avoir peur à partir du moment où son autre fille, la sœur de Raoudha, fut arrêtée. Sa réaction était de les encourager à avoir des activités « normales » pour des jeunes filles. Mais Raoudha n'était pas concernée dans la mesure où elle vivait seule et qu'il n'avait plus « d'emprise sur elle ». Le cas de Raoudha montre bien que même lorsque le père n'est pas politisé, il n'y a pas d'opposition réelle.

Raoudha : « Bon ! Il y avait la peur comme tous les parents quoi ! On me disait toujours: fais attention ! Fais attention !... quand j'ai été mutée à Beja, il m'a dit "tu fais attention ! Il y a des choses qu'il ne faut pas... On ne peut pas dire tout ! Tu fais attention !", Mais par contre celles qui vivaient encore sous son contrôle, il les surveillait un peu, mais il n'a réprimé personne, il n'a limité les libertés de personne, mais il s'inquiétait un peu ».

Mai 68 a agi comme un catalyseur des entrées en militantisme. L'engagement dans ce contexte marqué par les idéologies révolutionnaires gauchistes était vécu, malgré les risques, comme quelque chose qui s'impose à soi. La norme était en effet, à l'appartenance à un collectif militant organisé et structuré dans lequel l'idéologie et la production idéale occupait un premier plan. L'entrée dans un parti ou un syndicat constituait un moment fort d'apprentissage, de formation, d'idéologisation progressive renforçant ainsi les liens avec l'organisation d'appartenance. La formation militante à l'intérieur d'un groupement accroît l'immersion dans la vie collective donnant lieu à un engagement total, caractérisé par l'obéissance à la hiérarchie qui impose l'abolition de l'individu au profit du collectif et le degré d'investissement très élevé qu'il requiert (Ion, Peroni 1997: 83). Mariées à des militants rencontrés sur les bancs de la fac ou dans le

cadre de l'action militante, leur vie privée et professionnelle était toute entière sacrifiée pour le militantisme quand elles ne se confondent pas avec.

L'atmosphère des années 1960 ne doit pas nous laisser penser que le risque lié à l'engagement était moindre par rapport à celui auquel étaient exposés les jeunes engagés durant les années de Ben Ali. La sœur de Raoudha a été emprisonnée et Ahlem a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis, et a été licenciée de son travail. Les principales différences entre les deux contextes sont le rôle des idéologies révolutionnaires, comme marqueur générationnel, et la valorisation sociale de l'engagement militant et de la prise de risque.

Fermeture du contexte politique et mutations des formes d'engagement militant

L'accession de Ben Ali au pouvoir le 7 novembre 1987 a entraîné un changement drastique au niveau du champ politique tunisien.¹⁰ La transition démocratique qu'il a amorcée à son arrivée au pouvoir a vite été avortée après deux années de transition démocratique. L'affermissement de l'autoritarisme par rapport au régime de Bourguiba se manifeste essentiellement par un durcissement vis-à-vis de l'opposition, qui fut marginalisée ou domestiquée, et par une politique structurée de dépolitisation, entraînant le repli des citoyens sur la sphère privée (Hibou 2006). Les possibilités d'engagement politique étaient de fait limitées à trois choix: le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'opposition de façade ou l'opposition clandestine.

Les récits des enquêté(e)s engagé(e)s après la Révolution au sujet de la vie politique en Tunisie sous Ben Ali tranchent avec ceux des enquêtées engagées au cours des années 1960 et 1970 relatés plus haut. La vie politique sous Ben Ali était vide, sans intérêt et l'engagement militant disent-elles, était une absurdité. Mis à part l'effort permanent des parents pour décourager les jeunes aventuriers tentés par le militantisme, en raison du danger que cela représente, plusieurs enquêtées mettent en avant l'irrationalité de ce choix, sans enjeu et sans lendemain dans un contexte où « il ne se passait rien » au niveau politique.

La socialisation dans un environnement dépolitisé, le contexte d'immobilisme politique, et la crainte de représailles par le régime véhiculée notamment par les parents ont conduit soit à des dispositions à la politisation se manifestant par l'intérêt exclusif pour la politique étrangère et qui ont été réactivées avec la libéralisation du champ politique après la révolution ; soit à des formes d'engagement alternatives garantissant l'anonymat, plus distancées car ne se produisant pas dans le cadre structuré d'une organisation politique.

Il convient cependant de souligner que la jeune génération est loin d'être homogène. Des différences significatives se laissent à voir en fonction : 1) de la socialisation politique primaire et donc du degré d'engagement des parents, 2) des expériences socialisantes qui orientent les choix d'engagement, 3) de l'adhésion ou pas à une structure politique et de la date d'engagement dans une structure partisane.

Les cas des jeunes enquêtées issues d'un environnement totalement dépolitisé sont

nombreux. Aucun membre de leur famille n'est actif dans la vie politique, à peine peut-on trouver un parent plus ou moins proche, qui était membre du RCD, par opportunisme et nullement par conviction. Cette appartenance politique, quand elle existe, est souvent dévalorisée, voire dénigrée par les enquêtées. On insiste sur l'absence de discussions autour de la politique au sein de la famille réduite ou avec les membres de l'entourage, il n'y a donc pas de transmission de savoirs politiques explicites. Les cas présentés dans cette section mettent au jour les processus de résistance et d'affirmation de leur différence, entrepris par les enquêtées par rapport aux codes et normes institués par la famille, notamment l'apolitisme motivé par l'autocontrôle.

Les enquêtées engagées sous le régime de Ben Ali qui interdisait toute forme d'opposition, et qui ont grandi et évolué dans un contexte d'immobilisme politique, font part de la désintégration sociale, à l'origine de leur activisme. L'activisme était soit clandestin, produisant une sorte de clivage identitaire (l'identité militante anonyme et l'identité sociale), soit réprimé socialement, d'abord par la famille, ensuite par les membres de l'entourage et les collègues au travail, produisant un isolement social. Manel, femme de 36 ans, doctorante en sciences politiques, avocate, célibataire, son père était commissaire de police et sa mère employée dans un ministère, tous les deux apolitiques. Elle est membre de l'Association des jeunes avocats, elle a débuté sa carrière militante en 2011. Evoquant la période antérieure à la Révolution, elle la juge sans intérêt politique, à cause de la rareté des événements qui méritaient qu'elle s'y engage.

42

Manel : « Pour moi l'engagement a commencé quand je suis devenue avocate. D'ailleurs avant le barreau, je n'avais pas de vie politique... en dehors de rares participations à des manifestations de soutien à la cause palestinienne... c'est tout. Et en plus, pendant mes études, à cette époque-là il n'y avait pas assez d'événements: pendant les dernières années 1980 et 1990, quand j'étais à l'école primaire et au lycée, il n'y avait pas de grands événements pour que j'y participe. Mais quand je suis devenue avocate, j'ai connu l'Association des jeunes avocats. C'était en 2007... Et puis en 2008 c'était les élections de l'Association ».¹¹

Athéna est une jeune femme âgée de 30 ans, médecin, son engagement citoyen est lié à une expérience sociale fondatrice. Pendant ses études à l'université, elle était, selon son expression, « complètement déconnectée ». La rencontre avec un de ses patients, cadre au Ministère de l'Intérieur qui lui avait montré des sites d'opposants censurés, a été décisive dans son engagement. C'est à partir de ce moment qu'elle a commencé à s'intéresser à ce qui se passait dans le pays, notamment aux événements du Bassin minier à Gafsa. Totalement investie dans cette cause, à travers les réseaux sociaux et sur le terrain par le biais d'une association, en famille elle est vue comme « une extra-terrestre », à cause de cet engagement. Ses parents ont un rapport complètement distancié de la politique.

Athéna, femme de 30 ans, de Tunis, chirurgien-dentiste, célibataire, son père est

professeur de l'enseignement secondaire et sa mère institutrice, tous les deux apolitiques, elle a commencé à militer à partir des événements du Bassin minier en 2008: « Mes parents ont commencé à s'intéresser à la politique juste à partir de la dernière période, entre décembre 2010 et le 14 Janvier 2011, durant cette période-là, les discussions commençaient à s'ouvrir, mais avant, non. C'est-à-dire quand on parlait des événements du Bassin minier, ils ignoraient tout ! Le Manifeste du 20 mars est un élément essentiel qui a servi la Révolution... qui avait un impact sur les événements de Bassin minier en 2008. J'ai montré à ma mère le Manifeste, elle l'a lu et m'a dit : "où se trouve ce Bassin minier ? Et qu'est-ce qui s'est passé en 2008 ?" Oui c'est grave ! ».¹² Cette jeune femme a créé un blogue où elle donnait libre cours à ses émotions. Elle n'est passée à l'engagement actif – sur le terrain – qu'après la Révolution, quand les opportunités de participation étaient devenues importantes. Elle s'était sentie coupable d'être seulement bloggeuse et de ne pas pouvoir mettre ses compétences et son savoir au profit de cette cause.

Athéna : « Comme je viens de le dire, dans le blog, j'écrivais seulement des choses personnelles. Après les Élections [octobre 2011], j'ai intégré l'association "Manifeste", et à ce moment-là je me suis sentie coupable. J'ai senti la différence entre être une bloggeuse et être une cyberactiviste ! Et sincèrement je n'ai rien fait. Donc il fallait que je fasse quelque chose, je me suis dit : ne sois pas passive ! J'ai donc adhéré à l'Association, j'ai participé à une marche, mais je suis passée à l'action au Bardo 1.¹³ On était plusieurs bénévoles et on se relayait pour la garde. A propos du Bassin minier, tout le monde savait bien que les gens là-bas ont une maladie des dents ».

Les points communs entre ces différents enquêtés est l'absence d'identification à un courant idéologique ou à une formation politique en Tunisie sous la dictature de Ben Ali, et le manque d'incitations à l'engagement par l'entourage, malgré le mécontentement dont ils font état et leur degré plus ou moins élevé de politisation. Nous constatons aussi le recours à des moyens détournés pour aborder les questions politiques, qui ne dépassaient cependant pas le stade « des discussions de salons », ou bien l'expression de l'intérêt pour la politique à travers un transfert sur des causes transnationales telles que la cause palestinienne ou la politique française (Melliti, Mafoudh-Draoui 2006). Ces attitudes viennent affirmer que le désengagement politique et l'indifférence apparente à la vie politique en Tunisie, correspondaient à une période durant laquelle les dispositions militantes demeurent à l'état latent, sous l'effet d'une répression policière et d'une entreprise qui vise à abolir le sens politique (Lahire 2002).

Le rapport distancié et négatif des parents au pouvoir se laisse voir dans le positionnement des enquêtés. C'est ce que Bernard Lahire appelle la socialisation « silencieuse » constituée par l'univers social, ses règles, ses normes et ses classements (Lahire 2002). Les comportements et attitudes politiques des parents (tabous politiques, la crainte...) se transmettent par imprégnation, de manière implicite et se traduisent chez les enquêtés, non pas par un rejet de la politique en tant que telle, mais par une

attitude négative vis-à-vis du pouvoir. On passe ainsi d'une logique de l'apolitisme à celle de « l'a-pouvoir » pour reprendre un terme utilisé par Athéna.

Si les expériences socialisantes favorisent une certaine appétence pour l'engagement politique en dépit de la dépolitisation des membres de la parentèle, le contexte d'oppression sous Ben Ali participe dans l'inculcation d'une vision négative de la politique politicienne, des partis politiques et de la logique du pouvoir. Par ailleurs, les expériences socialisantes de politisation se font de manière individuelle et non dans le cadre d'un collectif militant. Cela favorise l'inclination observée chez les jeunes enquêtées pour des formes d'engagement nouvelles plus distancées favorisant ainsi l'implication dans des pratiques contestataires telles que le cyberactivisme qui permet d'aborder la politique en usant de détours, tels que la satire ou les sujets société, pour critiquer le pouvoir.¹⁴

Il convient de signaler que cette mutation au niveau du rapport au militantisme ne s'explique pas seulement par l'absence de socialisation politique primaire et la pression exercée par les parents pour décourager les vellétés militantes dans un contexte autoritaire. Nous retrouvons cette même défiance vis-à-vis de l'engagement partisan et de la politique politicienne chez les enquêtées issues de famille d'activistes.

Héla, jeune femme de 32 ans, militante féministe au sein de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), est un cas quasi idéal typique de reproduction. Elle présente son engagement comme un aboutissement naturel, étant fille et petite-fille de militant(e)s. Elle a connu les meetings, les réunions politiques, les manifestations depuis l'âge de cinq ans. Après une phase de rejet pendant l'adolescence due à un trop-plein de militantisme, Héla multiplie les engagements associatifs à partir de l'âge de vingt ans à l'ATFD, à la fédération tunisienne des ciné-clubs, et un bref passage par l'UGET. Elle qualifie sa décision de s'engager de « retour au bercail », signalant par là son ancrage familial militant.

Ses choix militants sont façonnés par l'héritage familial: le féminisme qu'elle a hérité de sa grand-mère, une des pionnières du mouvement féministe tunisien et de sa mère également militante féministe et de gauche. Son engagement au sein de la Fédération tunisienne des ciné-clubs correspond à un désir d'assurer la continuité du travail entrepris par les militants gauchistes des années 1960-1970 dont ses parents faisaient partie, et s'inscrit ainsi dans une posture d'héritière au vrai sens du terme, devant assurer la préservation d'un legs familial.

Héla: « C'est pareil ! hein ! c'est également un héritage ! parce que bon !, ma grand-mère était pionnière du mouvement féministe, autonome, ma mère également, mais je ne pense pas que ça m'est venu juste comme ça ! parce que mes parents l'ont choisi. Je l'ai choisi en toute âme et conscience ! je l'ai voulu, et m'engager à l'Association tunisienne des Femmes démocrates était essentiel pour moi à un moment de ma vie ! parce que euh ! étant consciente justement de toutes les discriminations, les inégalités que vivent les femmes au quotidien, et puis connaissant de... justement de très près

l'Association, pour moi c'était le cadre euh ! le cadre comment dire ! adéquat en tout cas pour... pour défendre les libertés des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes ».¹⁵

Bien que ce phénomène de la reproduction soit présent, néanmoins des différences subtiles mais significatives existent au niveau du rapport au militantisme entre les enquêtées et la parentèle. Les pratiques citoyennes des enquêtés et leurs conceptions de la démocratie sont certes sous-tendue par les apprentissages précoces, mais les attitudes politiques ne sont pas stables et sont encore moins une reproduction à l'identique de celles inculquées au sein de la famille. Le rejet de l'adhésion partisane en est l'élément le plus saillant.

« Non [rires] non pour toutes les raisons que j'étais en train d'évoquer là moi de toute façon politiquement je me sens électron libre euh je suis incapable... ma structure mentale ne me permet pas d'être dans un parti politique ça n'a rien à voir avec le 14 ni avant ni après parce que j'aurais pu tout à fait être dans un parti politique avant puisque j'ai choisi l'engagement mais ma structure mentale ne me permet pas de me plier aux ordres d'une... d'une direction où les choses ne se débattent pas où les choses ne se discutent pas ! ».

BentTrad,¹⁶ jeune femme de 32 ans, enseignante universitaire, célibataire, elle est fille de militants syndicalistes. L'appartenance de ses parents à la Centrale syndicale l'a orienté vers l'UGET dès sa première année à l'Université. Elle a également eu une courte expérience au sein de la section tunisienne d'Amnesty International, puis au sein de la Fédération tunisienne des ciné-clubs. Se situant idéologiquement à gauche, en raison de l'héritage familial, sa propre expérimentation du militantisme de gauche l'a amenée à prendre du recul, trouvant cet univers trop fermé et dogmatique par rapport à ses attentes et sa vision des choses. En rejetant l'appartenance à une structure politique, elle s'écarte des normes héritées qu'elle juge contraignantes, auxquelles elle substitue le *blogging*, pratique qui correspond mieux à sa subjectivité. Envisagé comme un exutoire, le blog est une tribune où l'auteur laisse libre court à ses opinions et à ses paroles, à travers lequel elle affirme son identité singulière.

BentTrad: « En fait avant de passer au *blogging*, j'étais une militante active sur le terrain. Je viens d'une famille militante, mes parents sont syndicalistes, mais enfin ! j'y ai beaucoup réfléchi, ce n'est pas un choix, c'est un truc dans lequel j'ai évolué, dans lequel j'ai grandi, donc à la fac j'étais à l'UGET. Puis après j'ai fait un peu Amnesty, juste pour une brève période. Je voulais quelque chose de beaucoup plus actif. Ensuite, j'ai fait la Fédération tunisienne des ciné-clubs. Après donc les deux dernières années, je crois qu'il n'y avait plus en tout cas pour moi d'organisations, partis qui pouvaient répondre à mes aspirations, donc du coup j'ai eu recours au blog. Mon blog, je l'ai lancé en 2010, il y avait la campagne *7ell blog* (ouvre un blog) [...]. J'ai quitté l'UGET à un moment donné parce que c'était un peu... enfin j'étais sympathisante d'un parti communiste et après j'ai découvert que ce n'était pas ma tasse de thé, enfin c'est des

gens hyper dogmatiques, c'est des gens hyper renfermés, voilà, chacun son coran ». ¹⁷ Cette forme d'engagement correspond tout à fait à la logique du militantisme distancié, n'obéissant pas aux impératifs d'une hiérarchie préservant l'autonomie de l'individu et sa propension à la contestation.

La répulsion pour l'adhésion partisane et la prégnance de la culture et des pratiques contestataires chez la jeunesse tunisienne sont confirmés par différentes enquêtes. Le sentiment d'avoir été dépossédé de leur révolution en déléguant le pouvoir à des représentants qui ont trahi leurs revendications pourrait expliquer la faible confiance dans les institutions politiques (8,8% des jeunes ruraux et 31,1% des jeunes en milieu urbain). ¹⁸ Aussi, l'enquête quantitative réalisée par l'observatoire national de la jeunesse en 2014 révèle 49% des jeunes disent ne pas être intéressés par la politique. Pourtant 14,8% d'entre eux ont participé à une manifestation, 21% ont participé à un sit-in, 19,3% ont participé à un sit-in protestataire, 27,3% ont signé à une pétition, 44,4% ont participé à une grève de faim et 29,4% à une grève.

La révolution du 14 janvier 2011 : de la lutte idéologique à la compétition électorale

L'arrestation de Slim Amamou et de Aziz Amami ¹⁹ quelque jours avant la départ de Ben Ali, l'implication de plusieurs cyberactivistes dans la dénonciation de la répression policière pendant les soulèvements de décembre 2010 - janvier 2011, ont grandement contribué dans la légitimation du cyberactivisme et sa consécration en tant que pratique militante à part entière.

L'ouverture du champ des possibles politique qui s'en est suivie a également autorisé l'entrée en politique de femmes sans passé, ni expériences militants. On peut en effet considérer que la loi sur la parité sur les listes électorales a été à l'origine de la mutation la plus remarquable dans les rapports au politique des enquêtées, à savoir l'intérêt de moins en moins accru pour la production idéologique qui était pourtant une des rétributions les plus importantes du militantisme dans les années 1960-1980. Cette distanciation par rapport à l'idéologie est surtout observable chez les jeunes femmes engagées dans des structures politiques après la révolution et qui n'avaient avant cela aucune expérience militante à leur actif.

L'éclatement idéologique et l'effacement des frontières entre différentes tendances (dans la pléthore de partis politiques, deux pôles gardent des référentiels idéologiques plus ou moins nets: l'extrême gauche et l'islamisme) y sont certainement pour beaucoup. Mais à notre sens, l'urgence de la transition politique et la logique de la compétition électorale expliquent cette mutation. L'enjeu aujourd'hui est de disposer d'un personnel politique en mesure de convaincre des populations hétérogènes sur le plan social et culturel, dont une bonne partie serait indifférente ou insensible à des argumentations idéologiques.

Le Mouvement islamiste Ennahdha semble entretenir un rapport particulier au savoir

et aux connaissances politiques. En effet, des recherches montrent l'importance de l'acquisition d'un capital culturel dans les logiques militantes des membres de ce mouvement depuis sa création au début des années 1970. La sélection des militants et militantes était soumise à des critères très stricts et à la formation intellectuelle et culturelle. Le Mouvement veillait en effet à encourager les dispositions intellectuelles de ses membres ou à façonner leur esprit en lui donnant une orientation intellectualiste, à travers un ensemble d'incitations (encouragement à la lecture, soutien scolaire, récompenses attribuées aux militants les plus brillants, émulation à la maîtrise idéologique ; Ben Salem 2013a).

L'exemple de Donia, militante d'Ennahdha l'illustre parfaitement. Donia âgée de 40 ans a intégré Ennahdha à l'âge de 14 ans, durant la période de clandestinité du Mouvement. La valorisation par le Mouvement de ses compétences scolaires a largement déterminé la tendance intellectuelle qu'a prise son engagement. Celle-ci est assimilée à la maîtrise de l'idéologie à la fois islamiste et « progressiste ». Le contexte dans lequel évoluaient les militants à cette époque-là (les années 1980) déterminait pour une large part cette orientation, dans la mesure où la légitimité des islamistes à agir dans le domaine politique devait passer par une lutte dans le champ des idées avec les dominants d'alors, les étudiants d'obédience gauchiste. La maîtrise d'une idéologie était dès lors une ressource précieuse pour les islamistes dans leur lutte avec les gauchistes. Bien que Donia ne fasse pas partie de la génération des années 1980, la clandestinité du Parti avait maintenu ce type de logique militante. La légalisation du Mouvement en février 2011 et son entrée dans la compétition électorale déterminent les conduites dans le champ politique. Ce contexte semble avoir rendu désuète la maîtrise idéologique au profit de compétences mobilisables dans la compétition électorale: la capacité de convaincre l'électorat requérant « le leadership ».

Le cas de Sinda révèle cependant une transformation majeure au niveau de la nature des compétences valorisées par le Mouvement, dans la mesure où le leadership semble se substituer à l'idéologie. Sinda, jeune militante du mouvement Ennahdha âgée de 22 ans est l'une des rares enquêtées à avoir exprimé explicitement l'importance de l'acquisition de savoirs et de savoir-faire dans sa carrière ainsi que l'élargissement de son capital social. Sauf que le type de savoirs dont il est question ici ne se rapporte pas à l'idéologie islamiste mais plutôt à des savoirs mobilisables dans le champ de lutte électorale. Elle s'est présentée aux Élections de l'Assemblée nationale constituante (ANC) en profitant du quota réservée aux jeunes. Son adhésion au Mouvement s'inscrit dans la continuité de la trajectoire militante de son père et se présente comme un aboutissement naturel rendu possible par la Révolution. Avant le 14 Janvier, elle n'était pas engagée dans la vie politique et les seules discussions auxquelles elle prenait part, portaient sur le sort des militants d'Ennahdha dont son père faisait partie. L'appartenance politique de son père et ses conséquences sur la famille ont été pour beaucoup dans sa décision de s'engager, malgré sa méconnaissance de ce domaine. Son père refusait de lui expliquer

ce qui s'était passé, n'ayant plus « trop le goût d'en parler » après les années passées en prison. Cette expérience a néanmoins attisé sa curiosité pour la politique. Elle considère son engagement comme une opportunité pour « comprendre ce que la politique voulait dire », et qui lui a permis « de connaître de nouvelles personnes ainsi que de faire de nouvelles activités ».²⁰

La quête de ce type de rétributions s'explique par son jeune âge, et son statut de novice dans le domaine politique. Ainsi, son engagement précoce, qui ne s'adosse à aucune ressource culturelle ou militante acquise préalablement, l'amène à concevoir cette entreprise essentiellement comme une étape d'apprentissage et de construction de soi, et nullement comme une activité pour laquelle elle mobilise des compétences déjà-là. En adhérant au Parti, elle a rencontré un grand obstacle, sa méconnaissance des concepts politiques, ce qui la mettait dans une position de marginalité par rapport au groupe. La maîtrise de la rhétorique d'un discours proprement politique s'est dès lors imposée comme une condition d'intégration : « Au début comme je le disais, je n'avais aucune expérience, je me suis sentie à l'écart, mais après quand j'ai connu les autres membres ils ont commencé à m'aider, à me soutenir pour que je progresse. Rien qu'à écouter leurs conversations, j'avais du mal à suivre, ils parlaient un français soutenu et utilisaient de concepts que je n'arrivais pas à saisir, mais maintenant j'ai réussi à me rattraper ».

Le processus même d'apprentissage conditionne la valeur qu'accordent les acteurs sociaux à un type d'acquisitions plutôt qu'à un autre. L'un des acquis les plus valorisés par Sinda est « le leadership », terme qui signifie pour elle « réussir ses responsabilités et avoir des compétences ». Sinda le conçoit comme un objectif ultime à atteindre et une condition *sine qua non* pour réussir sa carrière politique. L'usage de ce concept, introduit par les différentes formations dispensées par le parti et par les organisations internationales, vise à donner à Sinda les compétences nécessaires dans le champ de lutte politique afin de rattraper son retard en la matière. Ces compétences requises semblent participer de la logique de la compétition électorale tel que le montre le témoignage suivant: « Je faisais du porte-à-porte pour être plus proche des gens, et essayer de savoir ce qu'ils pensaient de tout cela, pour tenter de les convaincre. Pour moi, faire cela c'est acquérir une compétence ».

Le recrutement de Hind par un parti nouvellement créé répond à cette logique. Comme d'autres interviewées entrées en politique après la Révolution, Hind se prévaut de la mise au profit des différents types de capitaux et de savoir-faire dont elle dispose dans la compétition politique, même si elle n'a pas d'expérience militante antérieure. En termes d'expérience politique, Sinda n'est pas plus novice que Hind. Cette dernière a été sollicitée par un de ses collègues au travail pour adhérer au parti et se présenter sur la liste électorale, en raison de son savoir-faire professionnel et de son capital social dans la région. Les ressources personnelles (notabilité...) dont Hind dispose ont motivé sa sélection en tant que candidate, elle en a profité dans son activité politique.

Hind, femme de 27 ans, de Bizerte, niveau bac + 3, elle travaille comme responsable commerciale dans une entreprise privée, célibataire, son père était ouvrier et sa mère, femme au foyer, est de faible niveau d'instruction, ils sont tous les deux apolitiques. Elle a rejoint un parti politique en 2011: « Monsieur A. H., président du parti m'a téléphoné, il m'a dit qu'ils avaient besoin d'une femme active, motivée et en plus qui soit très connue dans la région de Bizerte. Donc il m'a choisie. Au début je n'étais pas trop convaincue, mais après j'ai dit oui ». ²¹

Hind a choisi de quitter ce parti pour en rejoindre un autre, estimant que sa contribution n'a pas été reconnue à sa juste valeur. Ainsi, la militante n'est pas reconnaissante au parti de lui avoir permis d'acquérir des compétences et des connaissances, auxquelles elle n'aurait pas eu accès autrement. Le plus important pour elle, pour le maintien de l'engagement, c'est que le parti reconnaisse son apport et sa contribution.

La parité imposée à la composition des listes électorales pour les élections de l'ANC²² a joué un grand rôle dans la formation de vocations politiques chez des femmes initialement dépolitisées (Suaud 1974 : 76), comme c'est le cas de Hind. La visibilité qu'elle a pu avoir en étant active pendant les élections pour le parti, lui a permis d'être sollicitée par deux autres formations politiques qui ont essayé de la débaucher. Le cas de Hind révèle de quelle manière cette démarche de sélection du personnel politique, consistant à repérer des femmes disposant d'une notabilité locale, favorise la transposition d'un savoir-faire professionnel et de ressources personnelles dans l'univers militant, qui tranche avec les logiques militantes oppositionnelles, en particulier gauchistes, couplant action de terrain et travail d'idéologisation.

Des appropriations différenciées de la lutte féministe ?

L'analyse de ces mutations au niveau des logiques et formes d'engagement chez les jeunes femmes tunisiennes nous semble être le point de départ incontournable pour interroger les transformations des luttes féministes, aussi bien au niveau du répertoire d'action, des discours et du degré d'engagement féministe.

L'émancipation de la femme, depuis l'indépendance, constitue un enjeu central dans la politique de l'État tunisien, et a été érigée comme étant le trait distinctif de la Tunisie par rapport aux autres pays arabes, notamment depuis la promulgation du Code du statut personnel (CSP) en 1956. Les droits politiques, civiques et sociaux des femmes en Tunisie sont garantis, à l'exception de quelques discriminations subsistant au niveau du statut personnel tel que l'inégalité successorale. Le régime de Ben Ali avait cherché à s'inscrire dans la lignée du féminisme prôné par Bourguiba, néanmoins sa politique à l'égard des femmes ressemblait davantage à une instrumentalisation de cette question. Passé « maître dans l'art de la brochure » pour reprendre l'expression de Sophie Bessis (1999 : 93), le régime semblait en quête de chiffres attestant de la participation accrue des femmes dans la vie publique, affirmant par là le modernisme de l'État et masquant un « déficit démocratique » (Bessis 1999 : 102). Les limites de ce féminisme de façade

se manifestent d'abord à travers le refus du régime de passer le seuil de l'égalité totale entre hommes et femmes. Par ailleurs, une lecture attentive des chiffres brandis par l'État, « preuves suprêmes » de sa modernité, montre clairement les contradictions inhérentes à un système autoritaire, cherchant à « détourner les individus de toute conscience civique, pour instaurer le règne de la futilité » (Khiari 2003 : 104-105).

La naissance du mouvement féministe autonome s'est faite en opposition avec le féminisme d'Etat (Labidi 2006). Le paysage féministe s'est certes élargi après la révolution du 14 janvier 2011. Selon Hafidha Chekir, le nombre d'associations féministes est passé de 24 associations avant 2011 à 68 en 2012 (Chekir 2013 : 3). Cela ne semble pas augurer pour autant un renforcement du féminisme. Mahfoudh et Delphy soulignent en effet un changement important dans les mobilisations féministes malgré leur massification. Les jeunes militantes s'éloignent des principes féministes des années 1980 car « contrairement à leurs aînées, les jeunes militantes préféreraient des structures mixtes et qui ne se revendiquent pas comme "féministes". Elles conçoivent les droits des femmes comme un thème transversal inscrit dans une action revendicative "générale" » (Mahfoudh, Delphy 2014 : 11). L'explication qu'elles donnent serait l'étiquetage péjoratif d'occidentalisme qui plane sur le féminisme en Tunisie.

Cette explication ne manque pas de pertinence. Elle est d'ailleurs confirmée par Abir Kréfa (2016), qui analyse les clivages générationnels chez les militantes de l'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates) et de l'AFTURD (Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement) qui se cristallisent à travers des répertoires d'action différenciés. L'auteur met ainsi au jour les réticences des militantes de l'ancienne génération à intégrer dans leur agenda des causes considérées comme problématiques, tel que le cas de Amina Femen ou de la cause LGBT (Kréfa 2016). Toutefois, l'observation permet de relever qu'au-delà du renouvellement au niveau des modalités concrètes d'action entre jeunes et moins jeunes au sein de collectifs militants féministes, des différences se font jour au niveau de la place qu'occupe le féminisme dans les logiques militantes entre anciennes militantes féministes et nouvelles militantes qui investissent ponctuellement le féminisme (Muhanna-Matar 2014). Pour ces dernières, le rapport aux questions de genre est régi par l'absence de socialisation dans une organisation militante, l'intermittence de leurs engagements et la mise en avant de leur autonomie.

Ahlem et Raoudha, les deux enquêtées de la tranche d'âge plus de 60 ans étaient en effet militantes au sein de la section femme de leurs partis respectifs. Deux autres enquêtées jeunes travaillent dans des structures féministes (l'ATFD et l'AFTURD). Pour le reste, bien que la plupart ne soient pas totalement insensibles à la cause féministe, nous observons des différences de taille au niveau de la place qu'occupe la lutte féministe dans leurs carrières militantes.

Les savoirs et savoir-faire militants et idéologiques des femmes qui étaient auparavant actives au sein de factions de gauche et d'extrême gauche sont transposés à l'univers

féministe. Ahlem tout comme Raoudha ont rejoint la lutte féministe après avoir fait leurs classes au sein de groupes d'extrême gauche. La production artistique ou scientifique sur la condition de la femme et l'action de terrain (grèves, manifestations, sit-in, formations dispensées aux femmes, cellules d'écoute ou de soutien aux femmes victimes de violence) se confondent dans le répertoire d'action.

Ahlem : « j'ai fait partie du premier bureau de l'AFTURD entre 1990 et 1993 et il y a eu la parution de deux livres qui ont été le fruit d'un atelier d'écriture avec Fatima Mernissi qui après la première guerre du golfe comme nous-mêmes on se sentait menacées en tant qu'Arabes et on voulait absolument nous exprimer et c'était la première fois depuis la fin du club Tahar Hadad, depuis la fin de Nissa qu'on se retrouvait et qu'on échangeait entre nous sur notre expérience dans la lutte féministe et c'était très fort et il y a eu deux livres qui ont paru et puis on a fait un film ».

Le militantisme féministe des jeunes enquêtées membres d'organisations féministes s'inscrit dans le cadre d'un projet mis en place par les militantes de première génération. Les associations féministes deviennent en quelque sorte le lieu privilégié de transmission des valeurs, idées et répertoire d'action féministe. S'il existe des différends entre les générations, ils portent davantage sur les modalités d'action que sur le discours féministe en lui-même comme le souligne une jeune militante au sein de l'ATFD :²³ « L'ATFD était une école à part entière et que c'était un lieu d'apprentissage et de la vie associative et des valeurs et des idées que véhicule le projet féministe [...] on a évidemment la même approche féministe mais on n'a pas tout à fait fait le même... peut être pas le même discours mais on n'a pas tout à fait la même manière d'exposer le projet féministe. Je ne sais pas trop quelles sont les différences ! en fait moi la différence je la sens, bon évidemment pour ma génération à moi c'est vrai qu'on a tendance à axer sur... sur la communication sur la manière de transmettre nos messages de transmettre notre discours féministe etc. et qu'il y a un débat autour de ça au sein de l'association pour dire qu'on ne peut pas on ne peut pas continuer à véhiculer le même message de la même manière qu'on est face à de nouvelles technologies qu'on est face à de nouvelles générations etc. ».

L'absence de socialisation au sein d'institutions militantes féministes implique une pluralité des significations que donnent les enquêtées au féminisme. En effet, la socialisation au sein d'un collectif militant participe dans la formation d'un « capital militant » (Matonti, Poupeau 2004), qui se caractériserait dans le cas du militantisme féministe par l'acquisition de savoirs et de savoir-faire mobilisables dans ce champ de lutte spécifique, à savoir la maîtrise des théories du genre, l'acquisition de connaissances sur le statut et les conditions des femmes, la maîtrise de la rhétorique de la domination masculine et des rapports sociaux de sexe. Pour les militantes de la génération de Mai 68, le féminisme n'est intériorisé en tant qu'idéologie de lutte que grâce à la socialisation progressive dans une structure militante (Ethuin 2003). Pour les jeunes militantes indépendantes, quand le féminisme n'est pas reçu en héritage comme c'est

le cas des héritières, ou inscrit dans des logiques professionnelles ou académiques (Bessin, Dorlin 2005), c'est à partir de l'action concrète que se constitue un savoir sur les rapports sociaux de sexe et que se construit un discours sur le statut de la femme. Face à l'intellectualisme qui caractérise le militantisme des femmes actives au sein de structures féministes, nous trouvons un discours féministe lapidaire et inextricablement lié aux expériences de discrimination fondée sur le genre vécues notamment durant l'enfance. Le féminisme se manifeste chez les militantes indépendantes ou les cyberactivistes non pas par des stratégies de lutte, une quelconque production idéelle mais par une lutte qui s'inscrit dans la quotidienneté (à travers l'éducation égalitaire des enfants par exemple), l'expression de soi dans un registre émotionnel, personnel et non point politique à travers les blogues ou bien dans le cadre des mobilisations protestataires quand l'occasion se présente. Cette mobilisation ponctuelle se fait au gré des événements politiques, en particulier quand les droits des femmes sont menacés, comme ce fut le cas lors du débat sur l'égalité-complémentarité entre hommes et femmes qui devait être inscrite dans la constitution.

Le militantisme distancié caractéristique des jeunes femmes semble conduire à un féminisme à la carte et à des engagements féministes ponctuels autour d'enjeux concrets liés directement à la menace contre les droits des femmes. Le féminisme ne constitue plus une identité militante à part entière, une identité justement construite sur la base de l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être pendant la socialisation militante, mais une identité parmi tant d'autres, qui émerge au gré des circonstances. Si les femmes se mobilisent davantage pour défendre les droits des femmes, l'engagement est dilué et situé. Nous observons en effet chez les militantes indépendantes, une hiérarchisation des priorités qui, selon les événements politiques du moment, place le féminisme tantôt au premier plan, tantôt dans un second plan par rapport à d'autres enjeux jugés prioritaires tel que la justice sociale, les disparités régionales, le terrorisme, etc.

Le cas des cyberactivistes femmes est le plus significatif de l'inconstance du positionnement et de la représentation de soi, dans la mesure ils restent tributaires des modalités de reconnaissance par autrui. Contrairement à l'identification immédiate à un courant idéologique du fait de l'adhésion à une structure militante, la construction de l'identité féministe se fait, dans le cyberactivisme, à travers le labelling au sens de Becker (1985). C'est-à-dire que la prise de conscience d'être féministe se produit suite à l'étiquetage par autrui comme nous le montre le cas d'une jeune cyberactiviste qui ignorait son féminisme jusque à ce qu'elle ait été qualifiée comme telle par un internaute.

Jeune fille dérangée : « j'ai jamais rencontré quelqu'un de féministe je vois des fois à la télévision je veux dire des débats comme ça je veux dire quand je zappe je vais pas chercher ça c'est en moi et puis c'est tout je veux dire ce n'est pas que j'ai étudié et tout ça ça ou que je l'ai décidé voilà je dis ce que je pense après vous pouvez classer euh féministes moi moi je ne me considère pas comme féministe c'est le Belge-là qui m'a dit

que ton blog il est un peu féministe mais moi je n'avais pas pensé à ça auparavant je disais ce que je pensais et c'est tout je me classais pas je veux dire vraiment féministe mais après quand il me l'a dit lui je me suis dit que peut-être qu'il a raison qu'on peut considérer ça comme du féminisme ».²⁴

Par ailleurs, le cyberactivisme se caractérise par une extension des rapports de reconnaissance. Celle-ci se situe à un niveau plus élargi et ne se limite pas aux pairs (acteurs politiques) ou aux autres cyberactivistes. « L'internaute lambda » constitue également aux yeux des blogueurs une instance de reconnaissance. L'exposition des blogueurs aux commentaires des internautes et des médias, rend ainsi les cyberactivistes soumises à des influences contradictoires: reconnues par certains et rejetées par d'autres, elles ont du mal à définir leur position au sein du champ politique. Leurs prises de position sont soumises à l'évaluation des internautes, principales instances de reconnaissance ce qui constitue souvent une entrave au discours féministe des cyberactivistes les plus sensibles à cette cause.

L'incident qui s'est produit au palais de Carthage à l'occasion de la conférence organisée pour célébrer la Journée internationale de la liberté d'Internet, confirme bien l'idée que défendait Jolanare, une jeune cyberactiviste, que la liberté d'expression serait l'apanage des hommes.²⁵ En effet, son intervention sur « le *blogging* au féminin » et la réception de ce genre d'écriture par un public conservateur a suscité des réactions très violentes au sein de l'audience.

La cause féministe est considérée comme une question secondaire que ce soit dans la sphère politique traditionnelle ou dans la sphère du web. Zeineb, cyberactiviste féministe fait état de la résistance des cyberactivistes hommes quand il s'agit de se mobiliser pour des causes féminines. Elle avait lancé un appel pour une manifestation devant l'Ambassade égyptienne pour protester contre la condition de la femme en Egypte, mais sa proposition a été rejetée, car: « le féminisme est mal vu. Ce n'est pas le moment nous disent-ils, ce n'est pas une priorité ».²⁶

Conclusion

En interrogeant à partir de ces éléments d'observations les différences intergénérationnelles de l'engagement militant, cet article met au jour les effets des contextes différenciés dans lesquels s'inscrivent les engagements militants sur le militantisme des jeunes femmes tunisiennes après la révolution du 14 janvier 2011. Il fait état de ce que doivent les clivages au niveau des valeurs et pratiques militantes entre les jeunes militantes et leurs aînées aux expériences socialisatrices différenciées et aux façons distinctes d'appropriation des événements et des changements politiques propres à chaque génération militante. Le déclin des idéologies révolutionnaires ainsi que le verrouillage du système politique sous Ben Ali a eu un impact considérable sur les rapports au militantisme chez les jeunes femmes. L'absence de choix et la crainte renforcée par les parents, orientent les jeunes femmes vers des formes de militantisme

présentant un moindre risque que l'engagement partisan, tel que le cyber activisme ou l'activisme associatif. L'absence d'expériences militantes au sein de collectifs militants engendre ainsi un militantisme plus distancié, à travers lequel la militante revendique son autonomie et sa liberté. Mais au-delà du choix par défaut, c'est aussi une prise de position consciente sur la participation conventionnelle au sein des partis politiques et donc de la logique de l'accès au pouvoir (caractéristique du champ politique) qui est à l'origine de la désaffection des organisations partisans. Toute structure organisée de la participation politique est perçue comme une forme d'aliénation de l'individualité. Les jeunes femmes privilégient des formes de participation offrant la possibilité de demeurer un « électron libre », détaché de tout lien communautaire et donc de toute contrainte. Un tel rapport à l'engagement prend appui sur une certaine conception de l'individualité dont le premier principe est l'éthos de la liberté.

Par ailleurs, l'épisode électoral d'octobre 2011 (élections de l'ANC) était pour une grande majorité des enquêtées, en particulier celles qui sont en dehors de la sphère de participation conventionnelle, une confirmation de leur idée négative des politiques. La campagne électorale a révélé pour eux l'instrumentalisation de la démocratie représentative, devenue le lieu d'un nouveau marché où l'image, la démarcation, la lutte pour les postes et l'espérance du gain l'emportent sur la vertu civique. Ainsi, les élections ont été l'occasion d'un désenchantement rapide du jeu démocratique.

54 Quant à la révolution du 14 janvier 2011, elle semble avoir ouvert le champ des possibles politiques tout en inaugurant un changement important au niveau des rapports au militantisme dans la mesure où le marché électoral a substitué les militantes formées au sein des partis politiques et acquises à leurs idéologies spécifiques, des novices cherchant davantage à augmenter le nombre d'électeurs et donc à acquérir des compétences en matière de démarchage des électeurs.

Ces éléments d'analyse nous ont amenée à amorcer une réflexion sur les mutations du féminisme en Tunisie, qui semble aujourd'hui, quand il se produit en dehors des collectifs militants, réactif, intermittent et répondant à des intérêts individuels plutôt que comme un projet militant de longue durée. Sans prétendre livrer une analyse du féminisme tunisien, l'article appelle à un renouvellement des questionnements quant aux sources de l'engagement féministe en prêtant attention aux modalités différenciées de prise de conscience de la norme genre selon les générations et ses implications sur les discours et les répertoires d'action féministes, islamiques ou séculiers.

Maryam Ben Salem est Maître-assistante en sciences politique à la Faculté de droit et des sciences politiques de Sousse (Université de Sousse).

NOTES:

1 - *Statistiques*, "ISIE" : <http://www.isie.tn/statistiques/>.

2 - Enquête quantitative menée par l'ONJ dans le cadre du projet Jeunes, légitimités et reconnaissance sociale dans le processus de transformations sociopolitiques en Tunisie (*Cha'n*), auquel l'auteur participe en tant que chercheur.

3 - *Surmonter les obstacles à l'intégration des jeunes*, "Banque Mondiale", 2014 : http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre_chap2.pdf. *Enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique en Tunisie. Rapport de synthèse*, "PNUD", Avril 2013 : http://www.undp.org/content/dam/tunisia/docs/Projets/Gouvernance%20D%C3%A9mocratique/Publications/UNDP_TN_Rapport%20Gouvernance.pdf.

4 - En comparaison avec les résultats de la consultation nationale sur la jeunesse réalisée par l'ONJ en 2010, on constate une nette baisse. 8,4% des jeunes de la catégorie d'âge 18-29 ans sont engagés dans une organisation de la société civile, 43% sont engagés dans un parti politique, contre 7,4% dans les associations et 4,6% dans les syndicats.

5 - Recherche menée entre octobre 2010 et 2013, financée par le Centre de recherches sur le développement international - CRDI (Ben Salem 2013c).

6 - Je ne propose pas de valider ou d'infirmer cette hypothèse mais plutôt de discuter, de proposer des pistes de réflexion autour du rapport entre rapport au féminisme et mode générationnel. La raison pour laquelle je prends ces précautions méthodologiques quant à la montée en généralité concerne la partie relative à la restructuration du paysage féministe. Les données empiriques ont en effet été produites dans le cadre d'une étude sur le renouvellement des formes d'engagement chez les jeunes femmes en incluant la comparaison avec d'autres générations militantes, mais sans pour autant focaliser spécifiquement sur la question féministe. C'est pourquoi il ne s'agit nullement de précautions liées aux limites de l'enquête. Si l'enquête qualitative n'autorise aucunement la généralisation de type statistique, il n'en demeure pas moins que les données biographiques recueillies retraçant les trajectoires militantes des enquêtées et articulées au niveau micrologique, aux niveaux méso et macro (analyse des systèmes de dispositions, de l'effet des expériences sociales sur les carrières militantes, analyse de l'effet du contexte, de l'entrée en militance et la manière dont l'organisation militante façonne les comportements et attitudes des enquêtées, de l'impact du militantisme sur les autres sphères de vie des enquêtées, etc.) permettent la « compréhension générique et génétique de ce qu'est l'enquêté, fondée sur la maîtrise des conditions sociales dont il est le produit, la maîtrise des conditions et des mécanismes sociaux dont les effets s'exercent sur l'ensemble de la catégorie dont il fait partie et la maîtrise des conditions inséparablement psychiques et sociales associées à sa position et à sa trajectoire particulière dans l'espace social » (Bourdieu : 1993).

7 - Entrevue avec Ahlem, Tunis, mai 2011.

8 - Les partisans de Salah Ben Youssef, homme politique nationaliste arabe et principal opposant à Bourguiba aux lendemains de l'indépendance.

9 - Entrevue avec Raoudha, Tunis, Septembre 2011.

10 - Zine el Abidine Ben Ali a été président de la Tunisie depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1987 destituant Habib Bourguiba jusqu'au 14 janvier 2011, date de la révolution tunisienne.

11 - Entrevue avec Manel, Tunis, mai 2012.

12 - Entrevue avec Athéna, Tunis, septembre 2011.

13 - Il s'agit d'une manifestation ayant eu lieu début décembre 2011 au Bardo, devant le siège de l'Assemblée nationale constituante. Baptisée Bardo 1, cette manifestation avait pour but de protester contre les articles régissant les prérogatives du chef de l'Etat et du chef du gouvernement. Les revendications se sont élargies par la suite pour englober les questions relatives à l'égalité, au port du niqab, aux libertés individuelles.

14 - L'engagement associatif ou le cyberactivisme constituent des pratiques militantes moins risquées que l'engagement politique à proprement parler. Il convient de souligner à cet effet, que le cyberactivisme n'était pas conçu au départ comme une pratique contestataire. Il s'agissait pour les enquêtés, d'un moyen d'expression de soi sur des sujets divers, qui s'est transformé en prises de positions contestataires et cela le plus souvent suite à l'étiquetage par autrui (la police, les membres de la parentèle, les internautes). Par ailleurs, l'anonymat constituait une protection pour les cyberactivistes contre la répression policière (Ben Salem 2013c).

15 - Entrevue avec Héla, Tunis, mai 2011.

16 - C'est un pseudonyme utilisé par l'interviewée pour son blog et son compte Facebook.

17 - Entrevue avec BentTrad, Tunis, décembre 2011.

- 18 - *Surmonter les obstacles à l'intégration des jeunes*, "Banque Mondiale", 2014: http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre_chap2.pdf.
- 19 - Deux cyberactivistes tunisiens, dont un a été nommé secrétaire d'Etat auprès de la jeunesse sous le gouvernement de Ghannouchi.
- 20 - Entrevue avec Sinda, Tunis, décembre 2011.
- 21 - Entrevue avec Hind, Tunis, février 2012.
- 22 - La parité sur les listes électorales a été promulguée par la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution. Cette loi qui régit le processus électoral rend obligatoire la parité et l'alternance hommes - femmes sur toutes les listes électorales. Elle stipule l'annulation des listes ne respectant pas les principes de la parité et de l'alternance. Elle a été maintenue lors des élections législatives de 2014.
- 23 - Ces clivages générationnels en termes de répertoire et d'action au sein des collectifs militants féministes tel que l'ATFD ont été démontré par Abir Kréfa (2016).
- 24 - Entrevue avec une jeune fille dérangée, Tunis, mai 2011.
- 25 - La jeune cyberactiviste était conviée à une conférence au palais présidentiel de Carthage organisée le 13 mars 2012 pour célébrer la 1ère journée nationale de la liberté de la presse.
- 26 - Entrevue avec Zeineb, Tunis, avril 2012.

Références

- Becker H. (1985), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris
- Ben Salem M. (2013a), *Le militantisme en contexte répressif. Cas du mouvement islamiste tunisien*, thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris
- Ben Salem M. (2013b), "Processus de (dé)légitimation du cyber-activisme féminin en Tunisie: vers un aménagement des discriminations fondées sur le genre?", in S. Najar (dir.), *Mouvements sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, IRMC et Karthala, Paris
- Ben Salem M. (2013c), *Traditional and New Forms of Young Women's Political Engagement in a Transitional Context: Tunisia as Example*, CAWTAR et IDRC, Tunis
- Bessin M., E. Dorlin (2005), *Les renouvellements générationnels du féminisme: mais pour quel sujet politique?*, in «L'Homme et la société», vol. 4, n. 158
- Bessin S. (1999), *Le féminisme institutionnel en Tunisie*, in «Clio», n. 9/1999
- Bourdieu P. (1972), *Le sens pratique. Esquisse d'une théorie de la pratique*, Droz, Genève
- Bourdieu P. (dir.) (1993), *La misère du monde*, Seuil, Paris
- Bourdieu P. (1997), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les éditions de Minuit, Paris
- Camau M. Geisser V. (2003), *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Presses de Sciences Po, Paris
- Chafiq C. (2010), *Gender jihad: les impasses du féminisme islamique*, in «Les Temps Modernes», vol. 5, n. 661
- Chekir H. (2013), *La participation politique des femmes entre le droit et la pratique*, Heinrich-Böll-Stiftung Bureau Tunis – Afrique du Nord, Tunis
- Eddouada S., R. Pepicelli (2010), *Maroc: vers un «féminisme islamique d'État*», in «Critique internationale», vol. 1, n. 46
- Elias N. (1973), *La civilisation des mœurs*, Pocket Agora, Paris
- Ethuin N. (2003), *De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990)*, in «Politix», vol. 16, n. 63
- Gaxie D. (1977), *Economie des partis et rétributions du militantisme*, in «Revue française de science politique», vol. 27, n. 1
- Gaxie D. (2005), *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective*, «Revue française de science politique», vol.11, n. 1
- Hibou B. (2006), *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, La Découverte, Paris
- Ihl O. (2002), *Socialisation et événements politiques*, in «Revue française de science politique», vol. 52, n. 2
- Ion J., M. Peroni (1997), *Engagement public et exposition de la personne*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues
- Khiari S. (2003), *Tunisie, le Délitement de la Cité. Coercition, consentement, résistance*, Karthala, Paris
- Kian A. (2010), *Le féminisme islamique en Iran: nouvelle forme d'assujettissement ou émergence de sujets agissants?*, in «Critique internationale», vol.1, n. 46
- Kréfa A. (2016), *Les rapports de genre au cœur de la révolution*, in «Pouvoirs», vol. 1, n. 156
- Labidi L. (2006), *Discours féministe et fait islamiste en Tunisie*, in «Confluences Méditerranée», vol. 4, n. 59
- Lahire B. (2002), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Nathan, Paris

- Latte Abdallah S. (2010), *Les féminismes islamiques au tournant du xx^e siècle*, in «Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée», n. 128/2010
- Mahfoudh A., C. Delphy (2014), *Entre dictatures, révolutions et traditions, la difficulté d'être féministe au Maghreb*, in «Nouvelles Questions Féministes», vol. 33, n. 2
- Manheim K. (1990), *Le problème des générations*, Nathan, Paris
- Martinot-Lagarde P. (2008), *De nouvelles formes d'engagement*, in «Revue Projet», vol. 4, n. 305
- Matonti F., F. Poupeau (2004), *Le capital militant. Essai de définition*, in «Actes de la Recherche en sciences sociales», vol. 5, n. 115
- Mauger G. (2009), *Génération et rapports de générations*, in «Revista Internacional de Filosofía», n. 46, pp. 109-126
- Melliti I., D. Mahfoudh-Draoui (2006), *De la difficulté de grandir: pour une sociologie de la jeunesse en Tunisie*, Centre de Publication Universitaire, Tunis
- Muhanna-Matar A. (2014), *New trends of women's activism after the Arab uprisings. Redefining women's leadership*, Paper Series n. 05, LSE Middle East Centre, London
- Muxel A. (2010), *L'engagement politique dans la chaîne des générations*, in «Revue Projet», vol.3, n. 316
- Sommier I. (2008), *Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 1968*, in «Histoire@Politique», vol. 3, n. 6
- Suaud C. (1974), *Contribution à une sociologie de la vocation: destin religieux et projet scolaire*, «Revue française de sociologie», vol. 15, n. 1